

PREFECTURE DU LOIRET

**DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE**

AFFAIRE SUIVIE PAR MARLENE BLOCK/NP
TELEPHONE 02 38 81 41 29
REFERENCE AP TAVERS

- A R R E T E -

fixant le rejet dans le fleuve la Loire des
effluents traités de la station d'épuration et
des déversements issus des déversoirs d'orage
équipant le réseau de collecte du S.I.V.U. de
BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU

ORLEANS, LE 16 OCT. 2000

**LE PREFET DE LA REGION CENTRE
PREFET DU LOIRET
Officier de la Légion d'Honneur**

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles R.11-14.1 à R.11.14.15,

VU le Code Rural, notamment son livre I et son livre II nouveau,

VU le Code de la Santé Publique,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié relatif à l'exercice de la police des eaux,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre 1^{er} de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983,

- VU le décret n° 88-573 du 5 mai 1988 relatif au Conseil Départemental d'Hygiène,
- VU le décret n° 91-1283 du 19 décembre 1991 relatif aux objectifs de qualité assignés aux cours d'eau, sections de cours d'eau, canaux, lacs ou étangs et aux eaux de la mer dans les limites territoriales,
- VU le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques et modifiant le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 et l'annexe du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 précités,
- VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 portant application de l'article 10 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
- VU les arrêtés du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement et à leur surveillance,
- VU le décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées,
- VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1990 fixant la répartition des compétences dans le domaine de la police et de la gestion des eaux,
- VU l'arrêté préfectoral du 6 août 1997 fixant le périmètre d'agglomération de Beaugency,
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 fixant les objectifs de réduction de flux des substances polluantes de l'agglomération de Beaugency,
- VU le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) du Val d'Ardoux approuvé le 22 octobre 1999,
- VU la demande présentée le 12 juillet 1999 par le Président du SIVU de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU, en vue d'obtenir l'autorisation de réaliser une nouvelle station d'épuration des eaux usées située sur la commune de TAVERS, lieudit "Barchellin",
- VU l'ordonnance du 18 novembre 1999 du Tribunal Administratif d'Orléans, désignant M. Marc COUSSENS en qualité de commissaire-enquêteur titulaire,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 1999 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 10 janvier 2000 au 11 février 2000 sur les communes de Tavers, Beaugency, Villorceau et Lailly en Val,
- VU l'arrêté préfectoral du 3 février 2000 prorogeant l'enquête publique jusqu'au 26 février 2000,
- VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2000 prorogeant l'enquête publique jusqu'au 7 septembre 2000,
- VU la liste départementale des commissaires enquêteurs,

VU l'ensemble du dossier et notamment les plans annexés,

VU les publications de l'avis d'enquête,

VU les registres de l'enquête, ensemble, l'avis émis par le commissaire-enquêteur,

VU l'avis émis le 28 janvier 2000 par le conseil municipal de LAILLY EN VAL,

VU l'avis émis le 11 mars 2000 par le conseil municipal de TAVERS,

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 17 septembre 1999,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 14 janvier 2000,

VU l'avis de la Mission Interservice de l'Eau du 16 février 2000,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement, en date du 8 février 2000,

VU l'avis du Directeur Régional de l'Environnement du 26 janvier 2000,

VU le rapport du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 19 juin 2000,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental d'Hygiène et des propositions du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 30 juin 2000,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

CONSIDERANT :

- que les activités du SIVU de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU ne doivent pas nuire à une gestion équilibrée de la ressource en eau, telle que définie à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992,
- qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant des prescriptions conformément à la réglementation,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : PRESENTATION DU PROJET :

1.1 - Objet de l'arrêté :

Le SIVU de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU est assaini par un système de collecte de type séparatif, sur les communes de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU, et de type unitaire sur le centre de BEAUGENCY.

Les eaux usées sont traitées ensuite par deux stations d'épuration, Villorceau et Beaugency-Tavers, qui sont dimensionnées respectivement pour 750 et 9300 équivalent-habitants.

Alors que les tronçons unitaires du réseau permettent fréquemment des déversements d'eaux usées vers le milieu récepteur par le biais des déversoirs d'orage, les deux stations d'épuration apparaissent vétustes et ne permettent pas de garantir un niveau de rejet et une fiabilité compatible avec les normes en vigueur aussi bien en matière de qualité d'eau que d'élimination des boues.

Le S.I.V.U. de Beaugency est par conséquent autorisé à :

- aménager le réseau d'assainissement en construisant notamment un bassin d'orage à Beaugency, sous la place du Petit Mail,
- réaménager la station d'épuration de Beaugency-Tavers au lieudit "Barchelin" de façon à traiter les eaux usées des trois communes et satisfaire aux objectifs de réduction de flux des substances polluantes de l'agglomération de Beaugency.

1.2 - Les installations et les travaux conséquents sont soumis aux rubriques suivantes du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 :

Régime de l'autorisation :

- 5.1.0 : Station d'épuration dont le flux polluant journalier reçu est supérieur à 120 kg de DBO₅.
- 5.2.0 : Déversoir d'orage destiné à collecter un flux journalier supérieur à 120 kg de DBO₅.

Régime de déclaration :

- 5.4.0 : Epandage dont la quantité de boues épandues est comprise entre 3 et 800 T/an de matières sèches.

Conformément à l'article 10 du décret n° 93-742, ces trois rubriques devront être groupées dans une seule procédure d'autorisation.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES :

2.1 - Principe général :

Les prescriptions imposées au projet faisant l'objet de cet arrêté devront permettre :

- La préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides.
- La protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines.
- La valorisation de l'eau comme ressource économique.

En outre, les prescriptions devront être compatibles avec le classement en zone sensible de la Loire et contribuer à l'obtention de l'objectif de qualité 1 B fixé pour ce fleuve.

2.2 – Prescriptions techniques imposées à l'établissement des ouvrages :

Etant donné le caractère inondable de la zone concernée, le remblai des ouvrages sera calé à la cote minimum N.G.F. de 84, de façon à maintenir hors crue les ouvrages de traitement. Cette prescription vise notamment les installations électriques qui devront être hors eau.

Le rejet sera prolongé pour améliorer les phénomènes de dilution et éviter ainsi les nuisances visuelles et olfactives engendrées par les rejets lorsque la Loire est proche de son débit d'étiage. Il ne devra pas provoquer de gêne pour la navigation ni constituer un obstacle favorisant les dépôts de sable ou de branchages. De plus, il devra être balisé.

2.3 – Prescriptions techniques imposées sur le réseau d'assainissement :

Les déversoirs d'orage existant sur le réseau unitaire (7) devront être aménagés de façon à permettre une collecte des premiers flux d'orage vers un ou plusieurs bassins tampons (1 950 m³).

Des conventions de déversement au réseau seront établies entre la commune et les industriels rejetant une pollution :

- Egale ou supérieure à 500 équivalent-habitants en organique.
- De 25 % de la capacité nominale de la station.
- Risquant de contaminer l'installation en métaux lourds ou tous autres toxiques de nature à perturber le traitement.

2.4 – Prescriptions techniques imposées aux rejets de la station d'épuration :

2.4.1 . Conditions générales :

- Température : la température doit être inférieure à 30°C.
- pH : le pH doit être compris entre 6 et 8,5.
- Substances capables d'entraîner la destruction du poisson : l'effluent ne doit pas contenir de substances capables de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre à 50 m du point de rejet et 2 m de la berge.
- Odeur : l'effluent ne doit pas dégager avant et après cinq jours d'incubation à 20°C une odeur putride et ammoniacale.

2.4.2 . Conditions particulières :

Le réseau d'assainissement aboutissant aux ouvrages est de deux types (séparatif et unitaire).

Un ou plusieurs bassins tampons de 1 950 m³ seront aménagés en tête de traitement pour recueillir les effluents résultant des premiers flux d'orage.

Ce contexte particulier nécessite de distinguer, pour les débits traités et les flux rejetés, une situation temps sec et une situation temps de pluie.

a) *Débits :*

Temps sec :

- Débit maximum sur 24 h : 1 900 m³/h
- Débit de pointe : 218 m³/h

Temps de pluie :

- Débit maximum sur 24 h : 3 850 m³/h
- Débit de pointe : 273 m³/h

b) *Flux journaliers issus de la station :*

Les flux de pollution (en kilogramme) rejetés par la station ne devront pas dépasser :

PARAMÈTRES	TEMPS SEC	TEMPS DE PLUIE
MES	59	116
DBO5	50	99
DCO	177	358

c) *Concentration à l'issue de la station :*

Le niveau de traitement sera compatible avec le caractère sensible de la Loire et respectera les concentrations maximales rejetées où les rendements minimums suivants, sur un échantillon moyen journalier :

* Pollution oxydable et matières en suspension :

Pour l'unité de BEAUGENCY, qui reçoit une charge brute de pollution organique supérieure à 600 kg/jour, les échantillons moyens journaliers devront respecter au minimum les concentrations ou les rendements suivants :

PARAMETRES	CONCENTRATION MAXIMALE	RENDEMENT MINIMUM (temps sec)	RENDEMENT MINIMUM (temps de pluie)
DBO5	25 mg/l	92 %	86
DCO	90 mg/l	86 %	81
MES	30 mg/l	90 %	95

La tolérance suivante sera admise. Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes à la fois aux seuils de concentration et de rendement ne dépasse pas les nombres suivants :

- 3 échantillons pour 24 mesures pour la DCO
- 3 échantillons pour 24 mesures pour les MES
- 2 échantillons pour 12 mesures pour la DBO5

Ces dépassements ne pourront toutefois pas excéder les seuils de concentration notés dans le tableau ci-dessous :

PARAMÈTRES	CONCENTRATION MAXIMALE
DBO5	50 mg/l
DCO	250 mg/l
MES	85 mg/l

* Pollution azotée et phosphorée :

Par ailleurs, les rejets devront respecter en moyenne annuelle les concentrations ou les rendements minimums indiqués dans le tableau ci-dessous :

PARAMÈTRES	CONCENTRATION MAXIMALE	RENDEMENT MINIMUM
Azote global (NGL)	15 mg/l	80 %
Phosphore total (Pt)	2 mg/l	80 %

Les niveaux de rejet retenus pour la station d'épuration de Beaugency satisferont aux exigences épuratoires relatives au traitement de l'azote et du phosphore tel qu'il est défini en zone sensible à l'eutrophisation.

ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES NUISANCES AUDITIVES, OLFACTIVES ET VISUELLES DE LA STATION :

3.1 - Bruit :

Les niveaux de bruit émis par les installations devront être conformes aux dispositions du décret n° 88-523 du 5 mai 1988 relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme.

3.2 - Odeurs :

L'exploitation de l'installation, et principalement des boues en excès, devra être pratiquée de façon à limiter les nuisances olfactives qui pourraient en découler.

La couverture et le traitement des odeurs des prétraitements, des bassins d'orage et du traitement des boues devront être envisagés.

3.3 - Impact visuel :

Un effort tout particulier sera consenti pour assurer une insertion paysagère minimale de la station dans son cadre naturel. La haie d'arbres érigée autour de la station actuelle sera complétée par des massifs plus épais choisis parmi ceux figurant dans la végétation locale.

ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES DÉCHETS ISSUS DES PRETRAITEMENTS :

4.1 - Résidus de dégrillage et de dessablage :

Après égouttage sur le site, ces résidus seront assimilés à des déchets inertes et évacués dans les meilleurs délais dans une installation autorisée de traitement des ordures ménagères.

4.2 - Graisses :

Les graisses seront évacuées dans une unité habilitée à les recevoir dans le respect du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

4.3 - Boues :

4.3.1 . Prescriptions générales :

L'épandage des boues devra être réalisé conformément à l'étude de valorisation agricole, et en respectant les dispositions réglementaires rendues obligatoires par la parution du décret n° 97-113 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées.

4.3.2 - Convention :

Des conventions précisant les engagements de chacun ont été établies entre le maître d'ouvrage, l'exploitant de la station d'épuration et les agriculteurs.

4.3.3 . Modification du plan d'épandage :

Toute extension ou modification du plan d'épandage ou des lieux de stockage initiaux devra faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un complément d'étude sur les parcelles visées, conformément aux prescriptions fixées par le service instructeur.

Cette modification devra être portée avant chantier à la connaissance de Monsieur le Préfet, comme indiqué à l'article 33 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

ARTICLE 5 : CONTRÔLE SURVEILLANCE :

5.1 - Réseau :

Le maximum de collecte devra être assuré sur la partie du réseau unitaire en curant régulièrement les sables qui peuvent diminuer sa capacité hydraulique.

Les déversoirs d'orage devront faire l'objet d'une attention particulière visant à autoriser leur déversement uniquement en cas de pluie supérieure ou égale à une fréquence mensuelle.

Pour tous raccordements d'effluents industriels susceptibles de rejeter des effluents autres que domestiques ou lorsque la charge de pollution organique dépasser l'une des valeurs suivantes :

- 25 % de la capacité nominale des ouvrages
- 500 équivalent-habitants

5.2 - Station :

5.2.1 - Autosurveillance :

Le pétitionnaire doit assurer le contrôle de son rejet et de la qualité du traitement.

Pour cela, l'installation devra disposer de débitmètres et de préleveurs à poste fixe sur l'entrée de l'installation et le rejet final. Par ailleurs, les trop pleins de bassin d'orage seront équipés de mesures de débit.

Les eaux usées seront analysées avant et après traitement.

Les prélèvements d'échantillons seront effectués proportionnellement au débit sur une période de 24 heures conformément au programme ci-après :

PÉRIODICITÉ	PARAMÈTRES
JOUR	Débit, P (P04), pluviométrie
QUINZAINE	Matières en suspension (MES) ; Demande Chimique en Oxygène (DCO) ; Matières Sèches boues (MS)
MOIS	Demande Biologique en Oxygène (DBO5) ; Azote Kjeldahl (NK) ; Ammoniaque (NH4) ; Nitrites (N02) ; Nitrates (N03) ; Phosphore (Pt) ; DMF (*)

(*) DMF : *Données Mensuelles de Fonctionnement boues produites, énergie consommée, réactifs consommés.*

Les résultats de ces contrôles ainsi que ceux des autres analyses effectuées sur le site (pH, oxygène, turbidité...) devront être notifiés dans un registre qui comprendra par ailleurs les incidents ou pannes survenus.

Ces données seront facilement consultables par les services chargés de la police des eaux ou du contrôle des stations d'épuration.

5.2.2 . Contrôle supplémentaire :

Les services de l'Etat chargés de la police des eaux ou exerçant une mission de contrôle se réservent le droit de procéder à des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et réglementations en vigueur ou de non conformité aux dispositions de la présente autorisation, à la charge exclusive du permissionnaire. Pour ce faire, le permissionnaire doit, sur les réquisitions, mettre les fonctionnaires de contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expérience utiles et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires. Les mesures doivent pouvoir être faites dans de bonnes conditions de précision.

L'accès aux points de mesure où de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé. Il conviendra notamment de prévoir un regard situé en dehors de l'enceinte de la station et près des berges de la Loire pour permettre un contrôle aisé.

5.2.3 . Contrôle continu :

Les principaux organes électromécaniques contribuant au relèvement des eaux usées ainsi qu'aux fonctions principales du traitement devront faire l'objet d'un signal de défaut relié à un système de téléalarme permettant d'éviter toutes perturbations importantes du traitement.

5.3 - Valorisation agricole :

Un suivi agronomique devra être mis en place. Il comprendra :

- La tenue d'un cahier d'épandage avec des fiches d'épandage à adresser au service instructeur de la Préfecture, quinze jours avant l'épandage.
- Un contrôle des boues et des sols aux fréquences suivantes :

ANALYSES	ÉLÉMENTS TRACES MÉTALLIQUES	ÉLÉMENTS FERTILISANTS	SUBSTANCES ORGANIQUES
Boues Sols	4/an (8) (*) 3 à 5/10 ans	6/an (12) (*) 5 à 10/2 ans	2/an (4) (*)

(*) Nombre analyses au cours de la première année.

- Un rapport de fin d'année synthétisant les éléments mentionnés dans les alinéas précédents.

ARTICLE 6 : STOCKAGES :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à 100 % de la capacité du réservoir.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La cuve de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les stockages des déchets doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

ARTICLE 7 : FIABILITE DES OUVRAGES :

Afin de garantir la qualité du traitement, le syndicat et son exploitant doivent pouvoir justifier à tout moment des dispositions prises pour assurer une fiabilité suffisante.

A ce propos, les équipements électromécaniques permettant le relèvement des eaux usées, le recyclage des boues et l'aération des bassins biologiques devront être doublés de façon à éviter toute interruption du traitement.

ARTICLE 8 : DÉCLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT - TRAVAUX SUR L'INSTALLATION :

Tous incidents ou travaux effectués sur l'ouvrage ne permettant pas de respecter les prescriptions mentionnées dans ce présent arrêté devront être déclarés au Préfet.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le Préfet, le déclarant et le Préfet doivent prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou l'accident portant atteinte au milieu aquatique pour évaluer leur conséquence et y remédier.

Le Préfet devra être averti au moins un mois à l'avance des délais et durées d'intervention de maintenance préventive entraînant un arrêt des équipements d'aération ou clarification des eaux. Son accord préalable sera requis lorsque les arrêts dépasseront 24 heures.

ARTICLE 9 : CONSTRUCTION ET MISE EN SERVICE :

Le pétitionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance les services de la Préfecture et le service chargé de la police de l'eau.

La construction de l'installation et la mise en service de celle-ci devront s'effectuer de manière à assurer un traitement au moins égal à celui effectué par l'ancienne station.

Toutefois, durant la mise en service de la nouvelle unité, une baisse des rendements pourra être tolérée durant une semaine.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ :

Tout changement de fabrication ou toute modification du traitement des effluents ayant pour objet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation du rejet.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics, et notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 11 : ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE :

A la demande du bénéficiaire de l'autorisation ou à sa propre initiative, le Préfet peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du Conseil Départemental d'Hygiène. Ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

ARTICLE 12 : CARACTÈRE DE L'AUTORISATION :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité pour une durée limitée à 20 ans.

Si, dans un but d'intérêt général, de l'industrie ou de la salubrité publique, l'administration décidait de modifier temporairement ou définitivement l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, il ne pourra être demandé ni justification ni indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée par la Préfecture en cas de cessions irrégulières à un tiers ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 13 : CESSIION-CESSATION :

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation ou la déclaration, d'un ouvrage ou d'une installation, doit faire l'objet d'une déclaration, par le bénéficiaire ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 14 : RÉSERVE DES DROITS DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent strictement réservés.

ARTICLE 15 : NOTIFICATION :

Toutes les notifications seront valablement faites au Président du S.I.V.U de BEAUGENCY.

ARTICLE 16 : RECOURS :

Dans un délai de deux mois pour le bénéficiaire, de 4 ans pour toute autre personne, à compter de la publication du présent arrêté, il peut être introduit un recours en application du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 :

- soit gracieux, adressé à M. le Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, au 181 rue de Bourgogne - 45042 ORLEANS CEDEX ;
- soit hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement Direction de l'Eau et de la Prévention des Pollutions et des Risques - 20 Avenue de Ségur - 75007 PARIS.

Dans les deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de quatre mois.

- soit contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif, 28 Rue de la Bretonnerie - 45000 ORLEANS.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 17 : PUBLICATION :

- 1) L'arrêté d'autorisation est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et une copie en est déposée aux mairies et peut y être consultée.
- 2) Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de TAVERS ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

3) Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Loiret.

ARTICLE 18 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le Sous-Préfet d'ORLEANS, le Président du SIVU de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU, les Maires de BEAUGENCY, TAVERS et VILLORCEAU, les Services de la Police des Eaux, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE **16** OCT. 2000

Le Chef de Bureau



Le Préfet,
Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général
Jean-François BARRON